

L'« effet boomerang » des mesures de rétorsion

RD CONGO Les mesures de Kinshasa contre la Belgique frappent d'abord la population

- Brussels Airlines, Maison Schengen, consulats : les diverses décisions des autorités congolaises pour « punir » la Belgique suscitent la polémique.
- La population paraît bien la première victime de cette brouille qui enfle entre Bruxelles et Kinshasa.

Le premier effet de surprise passé, les Belges, mais surtout les Congolais, commencent à mesurer les répercussions des diverses mesures décidées à Kinshasa, en réponse à la réaffectation d'une aide directe de 25 millions d'euros qui avait été décidée par la coopération belge.

A Bruxelles, on a appris que, pour le moment en tout cas, Brussels Airlines pouvait poursuivre ses sept vols par semaine vers Kinshasa et cela en attendant qu'un nouveau plan de vol soit soumis à l'autorité congolaise de l'aviation civile.

La presse congolaise se montre assez critique à l'égard du coup porté à la compagnie belge. Tout d'abord parce qu'une réduction de ses vols à quatre par semaine pourrait, in fine, bénéficier à Rwanda Airways, qui renforce ses fréquences vers l'Europe mais aussi parce que le « coup de Jarnac » censé atteindre la Belgique frappe en fait un interlocuteur autrement plus coriace et plus puissant, c'est-à-dire l'Allemagne. Le journal *Le Phare* rappelle que la compagnie allemande Lufthansa est propriétaire de SN Brussels à 100 % et souligne le danger d'ouvrir ainsi un nouveau front contre une puissance européenne.

Passeports restitués

La décision de demander le « déman-

tèlement » de la Maison Schengen relève de la même logique : au lieu de frapper la Belgique, elle risque de pénaliser les Congolais et de renforcer la solidarité entre Européens. En effet, alors que Kinshasa croyait que les 17 pays membres de l'espace Schengen allaient désormais se charger de délivrer individuellement les visas aux demandeurs congolais, le « consulat » de l'Europe a décidé de restituer les passeports qui avaient été déposés en ses bureaux et, selon certaines sources, les demandeurs de visa auraient l'intention de se rendre à Brazzaville, de l'autre côté du fleuve - ce qui représente une contrainte et un coût supplémentaires -, sans aucune chance de succès.

L'ambassade de Belgique a mis en place un numéro de téléphone pour les Congolais qui sollicitent un visa pour un court séjour mais en précisant qu'elle ne prenait plus de dossier pour l'instant. Commentant les décisions de Kinshasa, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders a souligné que « dans les faits, elles seront très négatives pour la population congolaise » et il s'est déclaré prêt à envoyer une délégation au Congo avec des représentants de divers cabinets ministériels, (Premier ministre, Défense, Coopération). Il a insisté sur la nécessité d'une concertation au gouvernement fédéral et surtout au niveau européen : « Nous devons trouver

une solution avec l'Union européenne et avec l'Union africaine » a-t-il souligné.

Les alliés européens de la Belgique, partenaires du Congo, feront-ils, comme au rugby, un « mur » pour garder le contrôle du ballon ? Réponse dans les jours à venir. ■

COLETTE BRAECKMAN

l'opposant « Les gens veulent une transition pacifique »

ENTRETIEN

Libéré après avoir passé 17 mois en prison, Yves Makwambala, membre du mouvement citoyen « Lucha » - Lutte pour la changement -, devra prolonger son séjour en Belgique. En effet, il risque de repasser devant les tribunaux congolais, qui réexamineront les dix charges déjà formulées contre lui en 2015 - atteinte à la sécurité de l'Etat, menaces contre la vie du chef de l'Etat, incitation à la violence... Arrêté après les manifestations de janvier 2015 en compagnie de Fred Bauma, ce graphiste de formation avait dessiné le logo d'un autre mouvement citoyen, « Filimbi » (Le Sifflet) lui aussi partie prenante des événements qui secouent le Congo depuis le report des élections qui auraient dû se tenir fin 2016.

« L'état d'esprit est nouveau, estime Yves Makwambala, alors qu'auparavant les manifestations s'accompagnaient toujours d'une certaine nervosité, que des jeunes risquaient de faire des dégâts, cette fois c'est la sérénité qui prévalait. Les consignes étaient claires et strictes : interdiction absolue de dresser des barricades, de crier des insultes ou des slogans. Chacun savait que lorsque la police empêcherait d'avancer, il fallait seulement s'agenouiller, lever les mains et prier. »

Selon lui, c'est bien ce qui s'est passé dans son quartier, à la paroisse Saint-Joseph : « Nous sommes sortis de l'église et après avoir fait 200 mètres, alors que les gaz lacrymogènes commençaient à être répandus, le curé nous a dit de rentrer. Un tel climat de discipline non violente, voilà qui change la donne et rend les morts d'autant plus choquants... »

Pourquoi les gens tiennent-ils tant à manifester ? Sont-ils à ce point attachés à la date des élections, voire à un certain juridisme ?

Ne vous y trompez pas : les gens ne veulent pas que Kabila

parte par force, dans la violence ou le sang. Ils veulent que dans ce pays la loi soit respectée, que la transition d'un régime à l'autre soit légale, paci-

fique. S'ils sont fatigués du régime actuel et veulent le changement, c'est pour des raisons bien concrètes : tout le monde en a assez des tracasseries multiples, les « roulages » (amendes) de la police, les barrières des militaires, les barrages filtrants, les extorsions en tout genre, les abus d'autorité où entre autres les vendeurs de rue sont quotidiennement tabassés... Tout le monde est fatigué de la situation socio-économique... Il faut que cela change.

Quel est l'effet des coupures d'internet, voire du téléphone ?

Non seulement cela contribue à l'exaspération générale, mais c'est mauvais pour l'économie : on ne peut plus envoyer d'argent via le téléphone, les affaires sont paralysées, le manque à gagner est évalué à 20 millions de dollars... Et en même temps, ces mesures sont inutiles : durant les manifestations, tout le monde a pour consigne de faire des photos, de filmer. Les portables crépitent, les images s'accumulent. On peut nous empêcher provisoirement de les diffuser, mais elles sont bien là, les crimes sont documentés. Les dirigeants doivent se rendre compte que

désormais, les citoyens, par un moyen ou un autre, sont informés et demandent des comptes.

Aux côtés de Filimbi, votre mouvement, Lucha, joue-t-il un rôle de précurseur ?

Nous devons être humbles... Ce qui est sûr, c'est que nos sommes des émanations de la base ; le peuple change et nous correspondons à l'esprit du temps, nous le cristallisons... Des mouvements comme le nôtre, il y en a des dizaines, des centaines, à travers le pays. On peut nous couper la tête, des milliers de jeunes, de citoyens prendront la relève...

Ces mouvements se caractérisent aussi par un refus absolu de la corruption. A quoi correspond ce nouveau radicalisme ?

Peut-être s'agit-il d'anticorps ? Comme si l'organisme du Congo, depuis trop longtemps attaqué par un virus, celui de la corruption, des anti-valeurs, avait soudain décidé de réagir... En 1960, les Congolais n'avaient pas dû se battre pour obtenir leur indépendance et faute de combat, ils n'avaient pas été structurés. Mais peut-être que la bataille a lieu maintenant, alors que nous avons touché le fond. Ce que nous reprochons à Joseph Kabila ? C'est simple : le pays est en plus mauvais état que celui qu'il a trouvé, nous sommes descendus plus bas encore. Après 17 ans, rien ne s'est amélioré. C'est bien pour cela que M^{re} Mousengwo a parlé de "médiocres, qui devaient dégager". Ce n'est pas un appel au putsch, mais, tout simplement, à l'alternance... ■

Propos recueillis par
C.B.